



Plus ils sont intégrés à la société, plus ils affirment leur identité, quitte à créer des controverses. La sociologue Nilüfer Göle a enquêté chez ces pratiquants ordinaires de l'islam.

Recueilli par ANASTASIA VÉCRIN
Dessin YANN LEGENDRE

La sociologue Nilüfer Göle, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), a enquêté pendant quatre ans dans 21 villes européennes sur les «musulmans ordinaires», ceux dont on ne parle jamais et qui cherchent à conjuguer leur singularité islamique avec la culture majoritaire de leur pays d'accueil. Minarets, voile, halal... les controverses sont communes à tous les pays européens. Dans un contexte de crispations identitaires, comment les dépasser et trouver un compromis entre respect des valeurs «européennes» et pratiques religieuses ? Qui sont ces «musulmans ordinaires» sur lesquels vous avez enquêté ?

L'islam est très souvent traité comme un «problème», d'ordre politique ou social, en mettant l'accent sur la radicalisation, la délinquance. Ainsi, on étudie des lieux à problèmes, notamment les écoles, les prisons, les banlieues... Je me suis intéressée à ceux qu'on n'entend guère dans les débats médiatiques, ces classes moyennes déjà intégrées, qui ne sont pas dans la rupture et qui ont le désir de rencontrer l'autre. Les «musulmans ordinaires», c'est une notion plurielle et même un défi sociologique, car cette catégorie n'existe pas comme une unité. Elle met cependant en lumière un profil de musulmans très investis dans la vie sociale des pays européens, relevant d'un habitus islamique, sans pour autant être dans le militantisme. Ces hommes et ces femmes sont ethniquement très diversifiés – Pakistanais, Turcs, Algériens... –, et cultivent un rapport différent à l'islam. Ils ont entre 19 et 45 ans, ont des professions variées : restaurateurs, libraires, infirmiers, enseignants, graphistes... Pour la majorité d'entre eux, vivre sa foi au quotidien dans le contexte européen implique de s'accommoder aux lois séculières, mais aussi de réexaminer les prescriptions islamiques. Le qualificatif «ordinaire» n'évoque pas le fait d'être invisible et passif, l'expression de la foi comme se voiler ou faire la prière est une forme d'action qui peut être soit intériorisée, soit publique. Ils sont les plus intégrés car ils maîtrisent la langue, ont un emploi et connaissent les codes de leur pays. Mais, en voulant vivre leur religiosité, ils deviennent visibles au lieu de se fondre dans la société majoritaire.

Ce sont donc eux qui créent des controverses à propos du voile ou des lieux de prière ?

Les controverses sont perçues comme des phénomènes médiatiques alors qu'elles correspondent à des événements précis, se déroulant dans des lieux spécifiques, impliquant à la fois des citoyens musulmans et non-musulmans. Elles surgissent quand les musulmans demandent la possibilité de suivre les prescriptions islamiques, comme travailler ou étudier avec le voile. Ces tensions sont des moments où se pose la question du lien social entre musulmans et non-musulmans, autre que celui fondé sur la destruction, la violence, le déni ou la stigmatisation. C'est le fameux «vivre ensemble». Sur le terrain, on se rend compte que le lien est là, il est en train d'être inventé, mais il n'est pas rendu visible par les représentations médiatiques et politiques binaires. Ces controverses sont récurrentes, elles circulent d'un pays à l'autre, elles sont débattues à travers l'Europe.

Comment ces «musulmans ordinaires» vivent-ils leur rapport à la religion dans un espace européen ?

La foi est constamment travaillée par les musulmans eux-mêmes qui inventent

des styles de vie selon les normes religieuses dans un environnement séculier. On pense que l'islam vient de la famille, que le Coran et les imams sont dans la valise des immigrants, mais les chaînes de continuité sont brisées dans le contexte de l'immigration. Ces musulmans doivent réapprendre leur religion, d'où parfois une piété plus forte. Dans le contexte européen, l'islam change de



MUSULMANS AU QUOTIDIEN : UNE ENQUÊTE EUROPÉENNE SUR LES CONTROVERSES DE L'ISLAM
de NILÜFER GÖLE

Ed. la Découverte, 240pp., 20€.

«*En voulant vivre leur foi, les musulmans participent de la citoyenneté*»

visage. Par exemple, dans un pays musulman, on ne pourrait pas imaginer construire des mosquées sans minaret, comme c'est le cas en Suisse, ou bien débattre sur le halal, comme on le fait en France. Aujourd'hui, en Europe, l'islam se pose des questions d'ordre théologique, esthétique, jamais posées jusqu'à maintenant. Que vaut une fatwa dans le débat public européen ? Quelle forme architecturale pour les mosquées en Europe ? Ces questions concernent aussi les citoyens de confession non musulmane. Toutes ces interrogations font que l'islam est devenu une « affaire publique » en Europe.

En quoi consiste le « style de vie halal » que vous évoquez ?

Dans les sociétés européennes, les musulmans ne se réfèrent pas à la charia et au respect strict de ses prescriptions. Ils préfèrent la notion plus souple de « halal » qui met davantage l'accent sur le permis plutôt que sur l'interdit. Il y a une recherche perpétuelle de la version islamique du certificat halal dans la consommation, dans l'art, l'usage du corps, l'amour, la musique... Chacun trouve ses propres accommodements avec le désir de vivre au quotidien ce double capital : manger de la charcuterie halal, faire du hip-hop islamique, fêter l'obtention d'un diplôme sans alcool. En même temps, ces musulmans empruntent aussi les traits de chaque pays. En France, ils sont plus râleurs, en Angleterre, ils sont très fiers d'être libéraux...

En quoi la visibilité participe-t-elle de leur citoyenneté ?

D'abord il y a quelque chose de l'ordre du courage. La première génération d'immigrés préférerait ne pas se faire remarquer, n'étant pas familière avec la langue et les codes culturels des pays d'accueil. Selon Hannah Arendt, manifester sa présence et sa singularité est un acte de citoyenneté. Porter un foulard, demander la construction d'une mosquée, consommer halal, c'est manifester sa présence en public, c'est être acteur, citoyen de la société. Dans la phase de la post-immigration, les citoyens musulmans veulent se sentir chez eux, parce que maintenant, c'est chez eux. Dans les médias, les musulmans sont souvent représentés soit comme victimes soit comme provocateurs. Se rendre visible, c'est assumer sa singularité, elle-même en échange avec la société d'accueil.

N'y a-t-il pas, en France, une spécificité liée à la laïcité ?

La laïcité est vue comme une exception française. Cependant, au lieu d'organiser le vivre-ensemble, de permettre le partage de la vie publique, une conception didactique, voire répressive, de la laïcité est en train de s'imposer. Quand elle devient incantatoire et idéologique, une valeur

de suprématie dans les mains de certains contre les autres, elle n'est plus un facilitateur du débat. Cela dit, le discours séculier est également sous-jacent dans les controverses autour de l'islam en Allemagne, en Angleterre, au Danemark... Partout, de différentes manières, se posent les questions de la présence du religieux dans l'espace public, de

« Dans les sociétés européennes, les musulmans ne se réfèrent pas à la charia. Ils préfèrent la notion plus souple de « halal » qui met davantage l'accent sur le permis plutôt que sur l'interdit. »

l'identité culturelle, de l'égalité des sexes et de la liberté d'expression. Et de manière étonnante, l'islam crée par ces controverses une dynamique d'europanisation.

Vous soulignez le rôle joué par Mai 68 dans la marginalisation de l'islam...

Les normes religieuses et la visibilité de l'islam sont apparues dans les années 90 au sein d'une société sécularisée, sexuellement émancipée. Parmi les défenseurs les plus ardents de la liberté d'expression et de la liberté sexuelle, on retrouve les héritiers de la génération 68. Ils prolongent les luttes de leurs aînés contre l'Eglise par celle contre l'islam. *Charlie Hebdo* se trouve dans cette lignée. Aujourd'hui, ils se sentent encore du côté des dominés, donc antiracistes. La religion est une catégorie qu'ils n'aiment pas penser, mais plutôt rejeter. L'islam est représenté par des stéréotypes : les musulmans ordinaires, leur rapport à la religion, leur sentiment d'humiliation et leur citoyenneté fragile ne sont pas tellement pris compte. Parfois, des personnalités de gauche arrivent à prendre des positions proches des néopopulistes de droite. Pour faire apparaître une nouvelle culture publique, on doit peut-être réexaminer les certitudes de la contre-culture de Mai 68, l'ouvrir à une critique, prendre conscience que ce que nous pensons aller de soi, au fond, est lié à un contexte qui n'est plus le même.

Comment faciliter la rencontre entre musulmans et non-musulmans ?

Les jihadistes, comme les islamophobes, sont des puristes qui combattent le processus de métissage culturel qui est à l'œuvre, ils sabotent donc la vie en commun. Face à cela, il faut créer des lieux artistiques ou de débats qui ne soient pas exclusivement médiatiques, et qui acceptent la pluralité des points de vue. C'est, je pense, dans le domaine de la culture et de l'art que la sphère publique se débat et se renouvelle. La création de nouvelles formes esthétiques peut jouer un rôle dans l'émergence d'une nouvelle culture publique. La construction de la mosquée de Cologne en est l'exemple. Le choix esthétique de ce monument a dû répondre aux attentes et aux exigences aussi bien des musulmans que des non-musulmans. Le fait que les musulmans aient confié la construction à un architecte allemand – non musulman – a facilité l'interaction, la familiarisation mutuelle.

Autre exemple, au Musée juif de Berlin où une exposition sur la circoncision vue par les trois religions a été organisée début 2015, avec des débats réunissant des personnes de toutes les confessions. Sans cet événement, certains n'auraient sans doute jamais mis les pieds dans ce musée. ◆

